

Conférence Débat du 10 Décembre 2019

Le Pacte du pouvoir de Vivre

Une stratégie pour un projet de société



Ces propositions sont issues des actions des Places de la République nées en 2016 pour rassembler la société civile et montrer qu'il y avait d'autres réponses que celles des partis politiques hésitants, des Nuits Debout et de l'extrême droite.

Puis sont venues l'élection de Macron et la frustration des corps intermédiaires et de la CFDT en particulier d'être totalement ignorées, le mouvement des Gilets Jaunes et son face à face pathétique avec le pouvoir. En décembre 2018, a débuté l'élaboration par 19 organisations de 66 propositions qui ont été présentées par Nicolas Hulot et Laurent Berger le 5 Mars 2019.

Cette collaboration est inédite entre laïcs et chrétiens qui se sont rassemblés dans leur diversité et ont construit un projet cohérent. Ensemble, ces organisations représentent plusieurs millions de personnes.

Les 19 structures signataires ont des centres d'intérêt variés :

- La défense des salariés : CFDT, CFTC, UNSA
- La défense de l'environnement : Fondation Nicolas Hulot, France Nature Environnement, Réseau Action Climat, Humanité et Biodiversité
- La lutte contre la pauvreté : ATD Quart Monde, Fondation Abbé Pierre, Secours Catholique.
- La jeunesse et l'éducation : Ligue de l'Enseignement, Francas, FAGE
- Le sanitaire et social : Mutualité Française, UNIOPSS
- L'aide aux Migrants : Cimade, France Terre d'Asile
- Autres : Le Mouvement Associatif, Le Pacte Civique

Depuis, plus de 50 associations ont rejoint ce rassemblement dont le Club Convaincre, Oxfam France, l'Armée du Salut...

Les objectifs stratégiques :

- Notre modèle de société qui génère autant d'inégalités et met en péril la vie sur terre n'est plus un modèle.
- Ne plus dissocier les questions sociales et environnementales pour donner à chacun le pouvoir de vivre.
- Passer de la tribune aux propositions en partant des exigences formulées et proposer un agenda de transformation et de justice pour un nouveau modèle de développement, de consommation, de mobilité dans une démocratie renouvelée.

Le programme d'action consiste en

- La présentation de ces propositions à la presse, au gouvernement, aux partis politiques...
- La popularisation de ces propositions par un tour de France des responsables.
- Le suivi des mesures gouvernementales à l'aune des 66 propositions par un observatoire.

Le Pacte du Pouvoir de Vivre

Réinventer le bien commun pour refaire société

Face à la tentation du repli sur soi et du sauve-qui-peut individuel, réaffirmer le sens du collectif et reconstruire l'idée de fraternité

- Construire l'égalité réelle entre les hommes et les femmes.
- Lutter contre les discriminations.
- Accueillir dignement les migrants dans le respect des droits fondamentaux.
- Rendre accessible à tous une nourriture saine et écoresponsable.

Remettre l'exigence de justice sociale au cœur de l'économie

Un projet d'une société juste dans laquelle l'emploi se développe, le travail et la richesse sont équitablement répartis

- Une économie et une finance vraiment responsable.
- Redonner du sens au partage de la richesse.
- Engager une réforme de la fiscalité pour plus de justice.
- Appliquer le principe de pollueur / payeur à tous.
- Utiliser de nouveaux indicateurs de richesse.

Réconcilier transition écologique et justice sociale

Il ne faut pas opposer justice sociale et protection de l'environnement, l'efficacité économique et la qualité de vie.

Faire face au changement climatique, à la montée des inégalités, à l'augmentation des mobilités suppose un changement de modèle.

La transition écologique doit être l'affaire de tous et bénéficier à tous.

- Évaluer l'impact de toute politique publique sur les 10 % les plus pauvres et sur les objectifs de développement durable.
- Développer des mobilités plus durables et moins dépendantes des énergies fossiles.
- Instaurer une fiscalité écologique solidaire et responsable.
- Organiser la transition écologique dans les territoires et anticiper les mutations d'emploi.
- Adopter un plan d'investissement dans la transition écologique.
- Soumettre la politique commerciale et d'investissement de l'UE aux objectifs climatiques, environnementaux et sociaux.

Partager le pouvoir pour mieux agir

Mieux partager le pouvoir tout en apprenant à mieux coopérer, mieux débattre en amont et en aval des processus de décision, donner plus de pouvoir d'expression et de participation aux plus défavorisés

- Permettre l'expression et la participation de tous les citoyens et citoyennes.
- Co-construire les politiques publiques.
- Partager le pouvoir dans les entreprises.
- Accroître le droit d'expression au travail.

La Promotion du Pacte du Pouvoir de Vivre

Lors de la rencontre avec le Premier Ministre le 27 Août, 8 mesures d'urgence ont été présentées pour les inclure dans le budget 2020 :

- En finir avec les logements indignes et les passoires thermiques.
- Evaluer l'impact de toute nouvelle loi sur les 10% les plus pauvres et au regard des objectifs de développement durable.
- Revaloriser les minima sociaux et les faire évoluer au même rythme que les revenus du travail.
- Un projet de loi de finances 2020 écologique et social.
- Un projet de loi de finances 2020 pour plus de justice.
- Permettre aux migrants qui se trouvent en France d'y déposer leur demande d'asile.
- Une ambition budgétaire pour le grand âge et l'autonomie.
- Systématiser l'accompagnement à l'exercice des droits.

Des actions sont en cours :

- Présentation détaillée sur des fiches de chacune des 66 propositions.
- Plaidoyer commun auprès du gouvernement et plus globalement des représentants politiques.
- participation aux groupes de travail proposés par le gouvernement.
- Tour de France du Pacte du pouvoir de Vivre pour le faire connaître partout.
- Interventions dans la presse.

Des projets se construisent :

- Constitution de l'Observatoire du pouvoir de Vivre pour analyser les politiques publiques au prisme du Pacte du pouvoir de Vivre et des mesures d'urgence.
- Améliorer la communication.
- Faire du lobbying en faveur des minima sociaux et d'une refonte de la taxe carbone avec compensation pour les faibles revenus.
- Élaboration d'une stratégie à l'horizon 2022.

A Lyon,

- Nous préparons une matinée autour du pacte du pouvoir de Vivre avec Nicolas Hulot (FNH), Laurent Berger (CFDT), Claire Hédon (ATD Quart-monde) et Christophe Robert (Fondation Abbé Pierre) le 5 février.
- Nous organisons une soirée de débat le 18 février avec les principales listes candidates à la Métropole sur les thèmes du logement, de l'accueil des migrants et de la transition écologique.

Et nous continuerons à travailler ensemble...

Débat

Il est difficile de ne pas être d'accord avec tous ces objectifs. Ne pas les prendre en compte, c'est partir vers des problèmes sociaux importants. mais y aller a un coût : où prendre les ressources pour le faire ?

La démarche générale n'est pas de poser des revendications sans le souci de leur financement.

Où sont les jeunes ? Où sont les femmes ? Ils ne figurent dans aucune des mesures d'urgence.

La FAGE, la Ligue de l'Enseignement, les Français participent bien. Ils sont très engagés sur l'école et l'éducation.

Il n'y a pas de mesure qui soit en rupture alors qu'il s'agit d'un chamboulement dans les valeurs. N'y apparaissent pas de nouveaux indicateurs de richesse.

*Les organisations signataires sont dans le concret. Elles ne cherchent pas la rupture en tant que telle. Elles cherchent du résultat.
Il est facile de trouver ce qui manque dans ces 66 propositions. Elles sont conçues pour évoluer.*

Cette réponse sur l'insuffisance de rupture n'est pas cohérente avec l'ambition de changer de modèle.

En dehors de la politique migratoire, il n'est pas fait allusion à l'Europe.

Ce rassemblement vise l'action. Comme chaque association le fait dans son domaine, il y a bien une rupture de méthode. C'est vrai sur l'Europe où des travaux sont en cours.

J'attendais plus de chose sur les biens communs, sur ce qui relève du public et du privé. Il n'y a rien sur l'éducation qui est essentielle pour le bien commun.

Il n'y a pas de relation prévue avec les pouvoirs économiques. On affiche des objectifs inatteignables si ce pouvoir n'y participe pas au niveau Français, Européen voire mondial.

On a parlé de l'État et des responsables économiques alors que de nombreuses mesures sont applicables par les élus des collectivités territoriales.

Au moins 50% des mesures n'ont aucun impact financier. Réduire les inégalités ne coûte rien en soi.

Il est difficile de prendre ce texte comme un tout homogène. On voit qu'il est le résultat d'un compromis. Cela a pour effet qu'il n'est pas très innovant.

Le système ultra libéral actuel centre tous les gains sur les actionnaires.

Je n'ai rien vu sur les Conseils de Développement qui sont de moins en moins utilisés et qui ne sont pas représentatifs de toutes les catégories sociales.

Ce rassemblement n'a pas de statut associatif. Comment va-t-il avoir capacité à faire bouger les

choses ?

Pour le moment, c'est la CFDT qui gère les dépenses et les recettes.

Ce document ne risque-t-il pas de devenir le Pacte Hulot Berger ?

Non, les membres jouent un rôle très important et restent eux-mêmes.

Les territoires Zéro Chômeur de Longue Durée sur un territoire ont-ils servi de base à cette réflexion ? C'est un beau succès.

Le côté alimentation suppose une réflexion au niveau mondial. 19 grosses entreprises alimentaires viennent de signer un engagement dans ce sens.

Le chapitre sur l'écologie fait référence à l'accord de Paris, donc la dimension internationale est bien présente.

Les participants sont issus de la société civile. Ils ne visent pas à un programme politique qui risquerait d'ouvrir de nouveaux conflits entre partis et associations.

Un consensus mou ne marche pas. Il faut avoir plusieurs scénarii pour aller plus loin.

Quels sont les points communs avec le programme que vient d'annoncer la nouvelle Commission Européenne ?

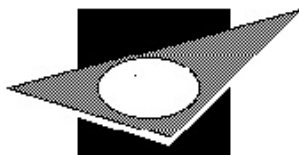
Vous avez rencontré le premier ministre. Pourquoi ne pas faire de même avec le futur nouveau président de la métropole ?

Il est remarquable d'avoir mené un projet si complet en si peu de temps. Il est porteur de tellement de choses. Cela suffira-t-il pour garder la posture de l'influenceur ? La question du débouché politique se posera inéluctablement.

Ce que l'on peut souhaiter de mieux, c'est que les partis politiques comprennent que ces idées sont la volonté de la société, qu'elle veut un changement de culture.

Est-ce trop ? Non, c'est bien l'urgence écologique et sociale.

Un quart des propositions touche à la répartition des pouvoirs. Cela montre que cette démarche est tout sauf naïve sur les difficultés à venir.



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

<http://www.convaincre-rhone.fr>

club.convaincre@gmail.com



Collectif Pacte Civique Lyon - Rhône

pacte.civique69@gmail.com

<https://pactecivique.wordpress.com/>